



La soupe au caillou AUTOUR DES RÉGIONS!

18 décembre 2009

Par l'équipe du Collectif

Numéro 319



Nord-du-Québec

Une région de paradoxes

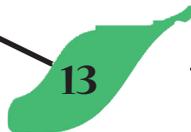
Dans le Nord-du-Québec, tout est différent ! Voilà un immense territoire, qui couvre la moitié du Québec. Une seule région, mais trois administrations : la Conférence régionale des élus de la Baie-James, l'administration régionale Kativik et l'administration régionale Crie. Des paradoxes : immense, cette région est peu peuplée; elle est bourrée de ressources naturelles, mais son économie souvent mono-industrielle est précaire : qu'on pense aux fermetures d'usine et de mines à Lebel-sur-Quévillon. De grandes richesses collectives n'empêchent pas la réalité de la pauvreté et de l'itinérance.

Cerner le territoire

La consultation concernait essentiellement le territoire de la Baie-James. Cerner les caractéristiques de ce territoire est difficile : la plupart des statistiques regroupent la Côte-Nord et le Nord-du-Québec. Même quand on a des chiffres pour le Nord-du-Québec, ceux-ci cachent des disparités importantes entre la Jamésie et les communautés autochtones. La Soupe au caillou reviendra d'ailleurs dans un autre numéro sur la consultation auprès des peuples autochtones.

On comprend alors que l'une des grandes revendications régionales vise l'adaptation des processus aux réalités régionales : développer une vraie connaissance des populations et

(suite en page 2)



Laval

« La flamme passe, la pauvreté reste »

La veille de la consultation, Laval, comme la plupart des autres régions du Québec, a eu sa première grosse tempête de neige. Cela n'a toutefois pas empêché les acteurEs de la lutte à la pauvreté de se mobiliser pour la bonne cause.

Des conditions difficiles

Plus d'une soixantaine de LavalloisEs ont bravé les rigueurs de l'hiver pour prendre part à un rassemblement devant l'hôtel où se déroulaient les « Rendez-vous de la solidarité ». Le tiers était des personnes vivant en situation de pauvreté. Organisé par la Corporation de développement communautaire (CDC), le

rassemblement avait pour thème : « La flamme passe, la pauvreté reste ». En effet, ce jour-là, la flamme olympique était de passage à Laval et toute la population était invitée à venir la regarder passer. Pendant ce temps, à peine une quarantaine de personnes avaient été invitées à participer à une rencontre consacrée à un enjeu qui ne passe pas : la lutte à la pauvreté.

Pour un vrai plan de lutte

Les manifestantEs ont dénoncé les consultations gouvernementales, les qualifiant de bidon, et réclamé un vrai plan de lutte à la pauvreté. Ils veulent des mesures pour redistribuer

(suite en page 3)



Capitale-Nationale

Une fin prévisible

Les consultations régionales se sont terminées dans la région de la Capitale-Nationale, vendredi dernier. La déception était au rendez-vous à Québec à la fin de l'exercice : c'était prévisible. En fait, ce « Rendez-vous de la solidarité » s'est déroulé à l'image des précédents et les représentantEs du gouvernement ont tenu des discours similaires à ceux entendus dans les seize autres rencontres.

Gigue et pansements

Sept regroupements de la Capitale-Nationale, invités ou non à la consultation officielle, ont mis sur pied une coalition ad hoc et organisé une manifestation devant l'hôtel Gouverneur Québec. Refusant les consultations bidon,

la centaine de militantEs présentEs s'étaient rassemblés pour faire valoir quatre droits : les droits au logement, à un revenu décent, à des services publics universels de qualité et à une véritable participation citoyenne. D'autres mesures, telles la fin des catégories à l'aide sociale et la compensation pour les limitations fonctionnelles, étaient aussi réclamées.

Afin de dénoncer le processus de consultation, teinté selon eux d'orientations déjà tracées par le gouvernement libéral, les manifestantEs ont interprété une danse bien particulière, la gigue à Sam. La chorégraphie était composée de quatre mouvements distincts : « la promenade libérale », « le crochet à droite », « le swing des partenaires » et « la vague à Sam » !

(suite en page 4)

Page 1 de 4

(NORD-DU-QUÉBEC, suite de la page 1)

des situations de pauvreté par des statistiques adéquates, utiliser des facteurs de modulation pour adapter les normes et programmes, ouvrir des directions régionales qui puissent porter des ententes spécifiques en toute connaissance de cause. Autrement, on agit dans le flou.

Les statistiques officielles de pauvreté frisent le roman : on projette sur une population particulière de 14 000 habitantEs (la Jamésie) des données de faible revenu qui concernent 150 000 personnes (Côte-Nord et Nord-du-Québec); de plus, ces données ont été établies à partir d'une mesure sans rapport avec la réalité du territoire, soit une MPC (mesure du panier de consommation) pour des régions rurales, mais qui ne tient pas compte des coûts réels des produits et services dans le Nord.



Des préoccupations différentes

Les JamésienNEs revendiquent une prime de nordicité pour faire face à ces coûts excessifs : après tout, ils occupent ce territoire au nom des QuébécoiSEs ! Le logement social est une de leurs grandes préoccupations pour faire face à une pauvreté émergente chez certaines catégories de population : ainÉEs, autochtones en milieu urbain. Des statistiques distinctes et une approche différenciée selon les sexes est réclamée : lorsque le « revenu médian » cache une différence de 28 184 \$ entre les femmes et les hommes, il est urgent d'aller y voir de plus près et d'identifier des solutions spécifiques !

Une impasse pour les jeunes

Alors que le marché du travail a longtemps attiré les jeunes par de forts salaires, provoquant beaucoup d'abandons scolaires, les entreprises n'embauchent plus de travailleurs sans diplôme. L'offre de formation professionnelle est cependant limitée par des seuils de cohorte trop élevés pour la population locale. Les jeunes sont donc pris dans une trappe de

scolarisation insuffisante pour laquelle on ne voit pas d'issue. À moins, là encore, d'adapter les programmes aux réalités de la région.

L'expérience parle

Moins de monde que dans les grandes régions, un rythme plus posé : les échanges en ont été facilités. Comme ailleurs, cependant, les regroupements régionaux ont fait les interventions les mieux préparées et articulées : l'expérience du terrain, le travail constant avec les personnes en situation de pauvreté et la réflexion menée au long des années fait des organismes communautaires les groupes experts de la lutte à la pauvreté. Cette expertise les amène à porter eux aussi les revendications de MISSION COLLECTIVE. Comme ailleurs aussi, on a déploré l'absence des personnes en situation de pauvreté, qui se sont retrouvées nombreuses à l'extérieur.

Au grand froid

Parlons-en, de l'extérieur : dans un froid assez intense, des dizaines de personnes se

sont rassemblées, d'abord tôt le matin, puis à l'heure du dîner et enfin une partie de l'après-midi pour scander les slogans, montrer leurs pancartes, faire du bruit, même si on n'espérait pas une grosse visibilité populaire : comme en plusieurs autres régions, la consultation se tenait dans un endroit isolé. Devant tout ce bruit, les journalistes sont allés trouver les manifestantEs pour leur demander pourquoi ils ne participaient pas à la rencontre elle-même...

Manque d'originalité

Interrogée à la sortie pour savoir ce qu'elle pensait de la rencontre, la ministre s'est dite mieux informée; elle espère que le plan d'action répondra aux attentes des gens. Réponse aussi originale que les communiqués de presse stéréotypés publiés à chaque consultation. Commentaire d'une personne déçue : « Les riches au chaud font la sourde oreille aux pauvres qui se gèlent le cul dehors ! »



L'équipe en congé!

L'équipe prend des vacances bien méritées. Veuillez prendre note que les bureaux du Collectif seront fermés jusqu'au 4 janvier 2010.

Joyeuses Fêtes à touTEs!

(LAVAL, suite de la page 1)

équitablement les richesses collectives et diminuer les écarts entre les riches et les pauvres. Ils jugent nécessaire que le gouvernement du Québec appuie les actions régionales et locales inspirées par le milieu et qu'il les soutienne par des mesures nationales énergiques et soutenues. Ils dénoncent la pauvreté comme une atteinte à la dignité et aux droits humains et exigent que le gouvernement assume son obligation de tendre vers un Québec sans pauvreté et qu'il inclue les personnes en situation de pauvreté dans les débats régionaux et nationaux, de façon à ce qu'elles soient partie prenante des réflexions. Au niveau régional, les citoyenNEs lavalloisES ont revendiqué la consolidation du financement à la mission des organismes communautaires autonomes.

De l'effronterie

Le député de Laval-des-Rapides, monsieur Alain Paquet, est sorti voir les manifestantEs. S'emparant du mégaphone que l'animatrice utilisait pour inviter la foule à scander des slogans, il s'est mis à vanter les mérites du gouvernement dans la lutte à la pauvreté. Plusieurs manifestantEs lui ont répondu en se servant eux aussi du mégaphone et l'ont prié de cesser sa rengaine et de se concentrer plutôt sur ce qu'il reste à faire.

Une ambiance chaleureuse

Comme il faisait très froid et qu'il ventait à écorner les bœufs, tous les moyens étaient

bons pour se réchauffer : crier, bouger, accrocher des bannières, distribuer des tracts. Des imperméables arborant des slogans ont contribué à protéger du froid. L'ambiance, très engagée, fut des plus chaleureuses.

Une consultation sans ministre

AucunE ministre n'était présentE à la consultation lavalloise. Si la tempête avait retenu Lise Thériault à Saguenay, on ignore pourquoi Sam Hamad et Michelle Courchesne, la ministre responsable de la région, étaient absentEs. Les seuls représentants du gouvernement auront donc été les députés Vincent Auclair et Alain Paquet.

Dans la salle, il y avait 39 cartons d'identification sur les tables. Cependant, seulement 29 organismes ont effectivement pris part à la rencontre, dont 14 groupes communautaires. Comme dans la plupart des consultations de cet automne, aucune personne en situation de pauvreté n'était sur place pour faire connaître sa vision de la société et de la lutte à la pauvreté.

Une série de mesures nationales

Les participantEs ont proposé plusieurs mesures nationales. La redistribution des richesses, la gratuité et l'accessibilité des services, la hausse des prestations d'aide sociale et la reconnaissance de la formation

dispensée dans les groupes d'insertion en sont quelques-unes. La hausse du salaire minimum, la lutte à l'analphabétisme, l'arrêt du détournement des pensions alimentaires et la possibilité de faire un DEC à temps partiel en sont d'autres. Le développement de logements sociaux aura été la mesure la plus fréquemment réclamée. Les revendications de MISSION COLLECTIVE ont pour leur part été mentionnées à de nombreuses reprises.

Les mesures régionales

Au moins une douzaine de mesures régionales ont été proposées au cours de la rencontre, dont l'amélioration du transport en commun et du transport adapté, le financement des organismes communautaires à la mission, et non par projet, l'intégration des communautés culturelles et le décroisement des programmes.

L'été dernier!

À la fin de la rencontre, l'animateur, plutôt que de faire une synthèse comme telle, a énuméré une série de mots et de phrases entendus au courant de la journée. Il a par ailleurs mentionné qu'il y aurait des groupes de discussion avec des personnes en situation de pauvreté. Vraiment, il y a des informations qui ne circulent pas au sein du gouvernement : les groupes de discussion ont eu lieu l'été dernier!

Bilan citoyen des « Rendez-vous de la solidarité »

Des régions déterminées à combattre la pauvreté

Le 11 décembre, pendant que se tenait la dernière consultation à Québec, le Collectif et des organisations alliées déposaient, en conférence de presse, un bilan citoyen des consultations gouvernementales menées cet automne dans les 17 régions du Québec.

En collaboration avec Banques alimentaires Québec (BAQ), le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) et L'RD des centres de femmes, le Collectif a rappelé que, partout au Québec, des citoyennes et des citoyens se sont mobiliséEs pour faire entendre leurs propositions, tant à

l'intérieur qu'à l'extérieur des consultations. Si l'approche territoriale intégrée (ATI) ne répond pas adéquatement aux volontés des régions, celles-ci ne sont pas à court d'idées en ce qui a trait à leur développement et à la lutte à la pauvreté. De plus, elles ont livré un message sans équivoque au gouvernement : la lutte à la pauvreté passe d'abord et avant tout par des mesures nationales fortes.

Bref, le gouvernement n'aura pas le choix, il devra prendre en compte ces propositions citoyennes lors de la rédaction de son prochain plan d'action.



Le communiqué de presse est disponible sur le site du Collectif, dans la section « Centre de presse ». Une *Soupe au caillou* fera le bilan des consultations après les Fêtes.

(QUÉBEC, suite de la page 1)

Ces mouvements, orchestrés par une animatrice personnifiant Sam Hamad et exécutés par les participantEs, diviséEs en deux grandes rondes dans le stationnement de l'hôtel, illustraient de façon amusante les critiques exprimées par les groupes de la région à l'endroit de la consultation et de l'ensemble de l'action gouvernementale en matière de lutte à la pauvreté.

Aussi, des pansements « A.T.I. », pour « approche territoriale intégrée », ont été distribués aux participantEs qui les ont portés sur leur manteau, leur sac ou leur visage. La signification de ce geste symbolique était éloquent : l'approche par territoire, aux yeux des groupes de la Capitale-Nationale, ne constitue qu'un bandage pour couvrir les problèmes liés à la pauvreté, ne réglant rien aux causes structurelles qui l'engendrent. Finalement, trois porte-parole, dont deux en situation de pauvreté, ont transmis l'ensemble des récriminations et des revendications de la coalition aux médias locaux à l'occasion d'un point de presse extérieur.



De bonnes « performances »

À l'intérieur, dès le départ, le ministre Sam Hamad est revenu sur les mesures prises par son gouvernement ces dernières années et s'est félicité des bonnes « performances » de la Capitale-Nationale en matière de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale. Qu'à cela ne tienne; plusieurs groupes présents lui ont rappelé que c'est loin d'être satisfaisant et que le gouvernement doit élargir sa vision de la lutte à la pauvreté.

Des programmes à revoir

La représentante du Comité régional intersectoriel en sécurité alimentaire (CRISA) a indiqué que les programmes d'employabilité sont bien beaux en théorie, mais que sur le

terrain, ils sont souvent désorganisés par de perpétuels changements. D'autres ont dénoncé le fait que des personnes qui veulent poursuivre une formation doivent atteindre le « fond du baril » pour ainsi avoir accès aux prêts et bourses. Par ailleurs, la personne représentant le Conseil régional des partenaires du marché du travail (CRPMT) de la Capitale-Nationale a rappelé au ministre que les efforts mis en matière d'emploi ne règlent pas toutes les situations de pauvreté.

L'ATI, pas une panacée

Quelques prises de parole ont encore une fois montré que l'approche territoriale intégrée (ATI) est loin de pouvoir tout résoudre. Par exemple, les partenaires de l'ATI de l'arrondissement Limoilou sont en attente : plusieurs projets sont présentement sur la glace, faute d'un financement adéquat. De son côté, la représentante de l'ATI de la MRC Charlevoix-Est a terminé son intervention sur une question des plus pertinentes : comment faire pour respecter le territoire quand les problèmes le dépassent? Peut-être sans le vouloir, elle a résumé le message que le mouvement citoyen tente de faire comprendre au gouvernement depuis le début de ses consultations.

Équilibre budgétaire et mesures nationales

Des participantEs ont indiqué au gouvernement que le retour à l'équilibre budgétaire ne doit pas se faire sur le dos des groupes communautaires et des personnes les plus pauvres au Québec. Ils ont aussi affirmé que les intervenantEs s'épuisent à force de participer constamment à des concertations. Quant à lui, le directeur du Centre de santé et des services sociaux (CSSS) de la Vieille-Capitale a souligné que les écarts entre les riches et les pauvres continuent à se creuser, malgré la croissance économique des dernières années. Pour en profiter, il fallait être en mesure d'embarquer dans le train, ce qui est loin d'être le cas de tout le monde. Pour y arriver, un revenu décent pour touTEs est essentiel, ce que quelques groupes n'ont pas manqué de rappeler.



Une fin sans surprise

En fin de journée, le ministre Hamad a lu une des cartes, en forme de bas de Noël, qu'un participant à la consultation avait ramenées de la manifestation extérieure. C'était celle d'une femme recevant des prêts et bourses, mère de trois enfants, qui expliquait ce que c'est que passer le temps des Fêtes en situation de pauvreté. Le ministre a dit que c'était pour ces personnes qu'œuvraient touTEs les participantEs à cette journée et a réitéré la volonté du gouvernement de travailler « avec » et pas seulement « pour » ces personnes. Dans ce cas, comment peut-il laisser l'animateur de la rencontre affirmer que les représentantEs de groupes sont les véritables expertEs et que les premières personnes concernées, celles qui vivent la pauvreté, ne souhaitent pas s'exprimer en public, alors que c'est complètement faux? Encore pire : comment peut-il, pour une énième fois, reprendre les mêmes propos en conférence de presse, en indiquant que des groupes de discussion ont eu lieu avec ces personnes pour éviter de les placer dans une situation de « vulnérabilité »?

Décidément, il a raté une magnifique occasion de réaliser la soi-disant volonté de son gouvernement lors des consultations régionales. Sans surprise, celles-ci se terminent de manière décevante, sauf à un point de vue : la mobilisation énergique et remarquable, dans toutes les régions, du mouvement citoyen. 🌱



Collectif pour un Québec sans pauvreté

165 de Carillon, local 309, Québec, Qc, G1K 9E9

Téléphone: (418) 525-0040 / Télécopieur: (418) 525-0740 / Courriel: collectif@pauvrete.qc.ca

www.pauvrete.qc.ca